



Assemblée générale

Cinquantième session

20 mai 1995

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 16 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	4
B. Direction exécutive et administration	6
C. Programme de travail	8
D. Appui aux programmes	33

* Le présent document contient le chapitre 16 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/6/Rev.1)*.



Chapitre 16

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Vue d'ensemble

- 16.1 Le mandat de la CESAP établi par la résolution 37 (IV) du Conseil économique et social en date du 28 mars 1947 a été modifié par des résolutions ultérieures du Conseil. C'est à son siège, à Bangkok, et dans son centre des opérations dans le Pacifique, situé à Vanuatu, que la CESAP mène ses activités.
- 16.2 La charge de travail de la Commission s'est accrue du fait de l'augmentation notable du nombre des États membres et de l'élargissement des limites géographiques de son mandat. Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, ses activités porteront principalement sur l'amélioration des modalités de coopération régionale existantes et la mise en place de nouvelles modalités; le renforcement des capacités nationales et des activités d'assistance technique requis par les impératifs socio-économiques et politiques actuels et à venir ayant une incidence sur la région de l'Asie et du Pacifique; et le renforcement de l'application des directives et mandats.
- 16.3 La composition de l'appareil intergouvernemental subsidiaire de la Commission tient compte de l'orientation thématique et non plus sectorielle du programme de travail mis en oeuvre au cours de l'exercice biennal 1994-1995. Cet appareil comprend trois comités thématiques, à savoir le Comité pour la coopération économique régionale, le Comité pour l'environnement et le développement durable et le Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social; deux autres comités qui sont le Comité de statistique et le Comité pour les transports et les communications; et deux organes spéciaux qui sont l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral et l'Organe spécial pour les pays en développement insulaires du Pacifique. Les effets bénéfiques de l'approche thématique ainsi mise en oeuvre devraient s'intensifier au cours de l'exercice biennal 1996-1997, à mesure que la structure du secrétariat sera modifiée pour appuyer l'orientation thématique du programme de travail.
- 16.4 Dans le cadre de l'exécution de son programme de travail, la CESAP continuera à assurer la liaison et à coopérer avec les autres commissions régionales, les organes, départements et bureaux organiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations et institutions non gouvernementales et intergouvernementales aux niveaux international, régional et sous-régional, dans les domaines liés à son programme de travail.
- 16.5 Le montant global des ressources demandées pour l'exercice biennal 1996-1997 fait apparaître une augmentation de 287 000 dollars (0,4%), due à la création d'un poste P-5 au titre du sous-programme 3 (Lutte contre la pauvreté par la croissance économique et le développement social) et d'un poste P-4 au titre du sous-programme 6 (Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement), ainsi qu'au reclassement à P-2 d'un poste d'agent local résultant de l'opération de classement des postes d'agent des services généraux au titre de l'appui aux programmes. Les autres augmentations enregistrées au titre des services contractuels, des frais généraux de fonctionnement et du matériel sont en partie compensées par des diminutions au titre des autres dépenses de personnel, des consultants et experts et des voyages.

16.6 Pour 1996-1997, les ressources mises à la disposition de la CESAP se répartiraient comme suit:

	Budget ordinaire	Fonds extra- budgétaires
	(En pourcentage)	
A. Organes directeurs	1,5	—
B. Direction exécutive et administration	2,5	0,2
C. Programme de travail	46,1	92,2
D. Appui aux programmes	49,9	7,6
Total	100,0	100,0

Tableau 16.1

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs	666,1	839,1	59,9	7,1	899,0	113,9	1 012,9
B. Direction exécutive et administration	3 289,1	1 518,5	(3,8)	(0,2)	1 514,7	145,6	1 660,3
C. Programme de travail	23 482,3	27 713,8	690,9	2,4	28 404,7	2 726,8	31 131,5
D. Appui aux programmes	23 823,9	31 207,0	(460,0)	(1,4)	30 747,0	3 168,9	33 915,9
Total	51 261,4	61 278,4	287,0	0,4	61 565,4	6 155,2	67 720,6

 2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	3 094,8	3 211,2	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	3 708,8
	—	—	b) Activités de fond	—
	5 784,3	3 581,8	c) Projets opérationnels :	3 020,0
	3 539,6	2 815,2	PNUD	2 164,0
	23,8	849,1	FNUAP	965,0
	12 133,8	15 919,3	Autres sources multilatérales	20 447,0
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	24 576,3	26 376,6		30 304,8
Total 1) et 2)	75 837,7	87 655,0		98 025,4

Tableau 16.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1996-1997 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	43 224,1	51 668,6	252,0	0,4	51 920,6	4 927,7	56 848,3
Autres dépenses de personnel	802,0	914,2	(23,4)	(2,5)	890,8	112,9	1 003,7
Consultants et experts	358,4	625,6	(126,3)	(20,1)	499,3	64,7	564,0
Voyages	936,8	1 149,7	(59,7)	(5,1)	1 090,0	141,0	1 231,0
Services contractuels	620,5	556,3	14,2	2,5	570,5	72,6	643,1
Frais généraux de fonctionnement	3 292,6	4 402,8	3,8	—	4 406,6	559,4	4 966,0
Fournitures et accessoires	746,7	719,5	—	—	719,5	91,8	811,3
Matériel	1 280,3	1 241,7	226,4	18,2	1 468,1	185,1	1 653,2
Total	51 261,4	61 278,4	287,0	0,4	61 565,4	6 155,2	67 720,6

 2) *Fonds extrabudgétaires*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Montant estimatif</i>	<i>1996-1997 Montant estimatif</i>
Postes	7 837,4	7 266,5	4 680,0
Consultants et experts	4 376,2	4 076,0	6 370,0
Voyages	1 356,4	1 319,5	2 616,0
Services contractuels	2 095,5	2 890,5	2 494,8
Matériel	341,8	192,4	558,0
Bourses, subventions et contributions	6 546,9	8 994,8	10 888,0
Dépenses diverses	2 054,5	1 636,9	2 698,0
Total	24 608,7	26 376,6	30 304,8
Total 1) et 2)	75 870,1	87 655,0	98 025,4

Tableau 16.3

Postes nécessaires

*Programme : Commission économique et sociale
pour l'Asie et le Pacifique*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	12	12	—	—	—	—	12	12
P-5	26	27	—	—	18	14	44	41
P-4/3	113	115	1	—	17	20	131	135
P-2/1	30	31	—	—	3	1	33	32
Total	183	187	1	—	38	35	222	222
Autres catégories								
Agents locaux	326	325	—	—	94	78	420	403
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	329	328	—	—	94	78	423	406
Total général	512	515	1	—	132	113	645	628

A. Organes directeurs

Tableau 16.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Autres dépenses de personnel	212,1	366,2	30,0	8,1	396,2	50,3	446,5
Consultants et experts	—	—	43,7	—	43,7	5,6	49,3
Voyages	407,5	339,6	—	—	339,6	42,6	382,2
Services contractuels	—	85,2	—	—	85,2	10,9	96,1
Frais généraux de fonctionnement	23,4	20,6	(13,8)	(66,9)	6,8	0,9	7,7
Fournitures et accessoires	23,1	27,5	—	—	27,5	3,6	31,1
Total	666,1	839,1	59,9	7,1	899,0	113,9	1 012,9

- 16.7 La Commission, qui se réunit une fois par an, assure la direction d'ensemble des travaux du secrétariat. Elle compte 49 pays et territoires membres et 10 pays et territoires membres associés. Outre les organes subsidiaires de la Commission mentionnés plus haut au paragraphe 16.3, un Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres du Comité se réunit une fois par mois pour conseiller le Secrétaire exécutif dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et assurer la liaison entre la Commission et le secrétariat.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 16.8 Le montant demandé (396 200 dollars) fait apparaître une augmentation de 30 000 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions, de manière à assurer les services de traduction et d'interprétation nécessaires pendant les périodes de pointe lors des sessions annuelles de la Commission et des réunions des comités, des organes intergouvernementaux et spéciaux et des conférences ministérielles extraordinaires.

Consultants et experts

- 16.9 Le montant demandé (43 700 dollars) financerait les services spécialisés de consultants pour la préparation des études thématiques qui pourraient être demandées par la Commission.

Voyages

- 16.10 Le montant demandé (339 600 dollars) est destiné à financer les frais de voyage du personnel détaché de New York et Genève pour assurer les services de conférence lors des sessions de la Commission et d'autres réunions organisées sous les auspices de la CESAP.

Services contractuels

- 16.11 Le montant demandé (85 200 dollars) est destiné à financer les travaux contractuels d'édition pour la documentation soumise aux organes intergouvernementaux, en particulier l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*.

Frais généraux de fonctionnement

- 16.12 Le montant prévu pour les dépenses de représentation et les services divers pendant les sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires s'élève à 6 800 dollars. La diminution enregistrée (13 800 dollars) est due au fait qu'il n'est plus nécessaire de louer de mobilier et de matériel pendant les sessions, la construction des installations de conférence ayant été achevée.

Fournitures et accessoires

- 16.13 Le montant prévu (27 500 dollars) est destiné à couvrir le coût des fournitures et accessoires nécessaires pour les sessions de la Commission et autres réunions.

B. Direction exécutive et administration

Tableau 16.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	3 126,9	1 325,2	—	—	1 325,2	121,5	1 446,7
Autres dépenses de personnel	0,1	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	—	27,3	(3,6)	(13,1)	23,7	3,0	26,7
Voyages	162,1	166,0	(0,2)	(0,1)	165,8	21,1	186,9
Total	3 289,1	1 518,5	(3,8)	(0,2)	1 514,7	145,6	1 660,3

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	38,1	40,5	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	45,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	32,4	—	c) Projets opérationnels :	—
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	70,5	40,5		45,0
Total 1) et 2)	3 359,6	1 559,0		1 705,3

Tableau 16.6

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	4	4	—	—	—	—	4	4
Autres catégories								
Agents locaux	7	7	—	—	1	1	8	8
Total	7	7	—	—	1	1	8	8
Total général	11	11	—	—	1	1	12	12

- 16.14 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration d'ensemble du secrétariat et fournit des services fonctionnels et des services d'appui à la Commission et à ses organes subsidiaires; favorise le développement économique et social et encourage la coopération régionale entre ses membres et membres associés dans le cadre de l'exécution de son mandat et de son programme de travail approuvé.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 16.15 Le montant demandé permettrait de financer quatre postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et sept postes d'agent local.

Consultants et experts

- 16.16 Le montant demandé (23 700 dollars) est destiné à financer les services spécialisés de consultants pour effectuer des recherches et faire le bilan des nouveaux besoins qui apparaissent dans le cadre des travaux de la Commission.

Voyages

- 16.17 Les ressources prévues (165 800 dollars) serviront à financer les frais de voyage du Secrétaire exécutif et de ses collaborateurs lorsqu'ils se rendront à des réunions dans la région et ailleurs, à des consultations avec des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'à des réunions de coordination avec d'autres organismes du système des Nations Unies.

C. Programme de travail

- 16.18 Le programme 31, Coopération régionale pour le développement en Asie et dans le Pacifique, du plan à moyen terme pour la période 1992-1997, tel qu'il a été révisé (A/47/6/Rev.1), définit le cadre des activités devant être entreprises par la CESAP au cours de l'exercice biennal 1996-1997. Ces dernières sont réparties entre les six sous-programmes présentés ci-après. La répartition des ressources demandées est indiquée pour chaque sous-programme du programme de travail.

Tableau 16.7

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
1. Coopération économique régionale	7 973,8	8 528,0	(141,3)	(1,6)	8 386,7	804,0	9 190,7
2. Environnement et développement durable	4 990,9	5 833,8	153,8	2,6	5 987,6	570,4	6 558,0
3. Lutte contre la pauvreté par la croissance économique et le développement social	4 935,4	5 923,3	522,0	8,8	6 445,3	620,4	7 065,7
4. Transports et communications	3 164,2	3 982,4	(11,5)	(0,2)	3 970,9	383,9	4 354,8
5. Statistiques	2 060,0	2 310,5	33,1	1,4	2 343,6	225,3	2 568,9
6. Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement	358,0	1 135,8	134,8	11,8	1 270,6	122,8	1 393,4
Total	23 482,3	27 713,8	690,9	2,4	28 404,7	2 726,8	31 131,5

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	1 628,7	1 522,5	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	1 695,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	5 744,3	3 581,8	c) Projets opérationnels :	3 020,0
	3 539,6	2 549,8	PNUD	2 164,0
	23,8	849,1	FNUAP	965,0
	11 925,5	15 683,7	Autres sources multilatérales	20 117,0
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	22 861,9	24 186,9		27 961,0
Total 1) et 2)	46 344,2	51 900,7		59 092,5

Tableau 16.8

Postes nécessaires

Programme : Programme de travail

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	10	10	—	—	—	—	10	10
P-5	18	19	—	—	16	13	34	32
P-4/3	67	71	1	—	16	19	84	90
P-2/1	20	21	—	—	2	—	22	21
Total	115	121	1	—	34	32	150	153
Autres catégories								
Agents locaux	87	89	—	—	61	45	148	134
Total	87	89	—	—	61	45	148	134
Total général	202	210	1	—	95	77	298	287

16.19 Les ressources se répartiraient comme suit entre les sous-programmes :

	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires
	(En pourcentage)	
Sous-programme 1		
Coopération économique régionale	29,5	25,4
Sous-programme 2		
Environnement et développement durable	21,0	15,6
Sous-programme 3		
Lutte contre la pauvreté par la croissance économique et le développement social	22,7	39,7
Sous-programme 4		
Transports et communications	14,0	12,8
Sous-programme 5		
Statistiques	8,3	5,3
Sous-programme 6		
Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement	4,5	1,2
Total	100,0	100,0

L'Assemblée générale a considéré que les sous-programmes 1 à 3 étaient prioritaires.

Sous-programme 1 Coopération économique régionale

Tableau 16.9

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	7 661,2	8 065,4	(64,4)	(0,7)	8 001,0	754,6	8 755,6
Autres dépenses de personnel	5,6	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	129,3	204,4	(51,4)	(25,1)	153,0	19,5	172,5
Voyages	101,0	147,4	(3,3)	(2,2)	144,1	18,6	162,7
Services contractuels	76,7	110,8	(22,2)	(20,0)	88,6	11,3	99,9
Total	7 973,8	8 528,0	(141,3)	(1,6)	8 386,7	804,0	9 190,7

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	458,0	385,5	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	
			ii) Des activités extrabudgétaires	360,0
			b) Activités de fond	—
	1 989,5	710,9	c) Projets opérationnels :	
	2 785,6	4 499,1	PNUD	850,0
			Sources bilatérales	5 895,0
Total	5 233,1	5 595,5		7 105,0
Total 1) et 2)	13 206,9	14 123,9		16 295,7

Tableau 16.10

Postes nécessaires
Programme : Coopération économique régionale

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	3	3	—	—	—	—	3	3
P-5	5	5	—	—	3	3	8	8
P-4/3	21	21	—	—	1	3	22	24
P-2/1	7	6	—	—	—	—	7	6
Total	36	35	—	—	4	6	40	41
Autres catégories								
Agents locaux	28	29	—	—	10	8	38	37
Total	28	29	—	—	10	8	38	37
Total général	64	64	—	—	14	14	78	78

- 16.20 Les activités menées dans le cadre du sous-programme au cours de la période biennale 1994-1995 ont essentiellement porté sur les mutations structurelles, la restructuration économique et les réformes de politique générale. Il s'agissait d'activités de recherche et d'activités opérationnelles dont l'objet était de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les compétences et de développer les liens en matière d'échanges, d'investissements et de technologie dans la région.
- 16.21 Pour l'exercice biennal 1996-1997, les activités, qui auront pour but d'entretenir et de propager la dynamique de développement à l'oeuvre dans un nombre croissant de pays en développement de la région d'Asie et du Pacifique, porteront sur la mise en perspective analytique de questions, stratégies et politiques de développement économique; sur le recensement et l'analyse des nouveaux problèmes de développement auxquels doivent faire face les pays de la région, ainsi que sur l'évolution de plus en plus marquée vers une complémentarité et une interdépendance accrues entre ces pays.
- 16.22 On s'attachera plus encore à aider les pays en développement membres et membres associés de la Commission à appliquer les accords issus des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. On exploitera les possibilités intrarégionales qui se dessinent de plus en plus nettement en matière d'échanges commerciaux, d'investissement, de transfert de technologie et de complémentarités industrielles, et on favorisera la coopération régionale et sous-régionale ainsi qu'entre sous-régions. On stimulera les mesures d'efficacité commerciale (notamment la réorganisation des processus commerciaux) par un recours plus large aux récentes innovations techniques en matière d'information et de communication, en prêtant particulièrement attention au rôle du secteur privé.
- 16.23 On fera davantage pour permettre aux pays les moins avancés, aux pays insulaires en développement et aux pays défavorisés en transition de mieux s'intégrer aux activités principales de développement économique de la région.

Activités

1. *Coopération internationale*

Relations extérieures. Coopération et liaison d'une part avec des institutions et organisations gouvernementales et non gouvernementales, en vue d'un meilleur éclairage analytique des questions de développement économique, du développement industriel et technologique, et des stratégies et politiques en matière de commerce et d'investissement, et d'autre part avec des organisations sous-régionales, en vue de stimuler la coopération entre sous-régions.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Présentation de 32 rapports à la Commission et à ses organes subsidiaires;
- b) *Services fonctionnels.* On assurera le service fonctionnel et technique des réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires;
- c) *Groupes spéciaux d'experts.* i) Problèmes et politiques de développement (2); ii) conceptions nouvelles du financement de l'industrie; iii) mesures de coopération régionale concernant l'évaluation et l'adoption de techniques nouvelles et non polluantes; et iv) coopération entre sous-régions en matière de commerce et d'investissement.

3. *Publications*

- a) *Cent sept numéros de publications périodiques.* i) *Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (2); ii) *Asia-Pacific Development Journal*; iii) *Development Papers*; iv) *Industrial and Technological Development News for Asia and the Pacific* (2); v) *Small Industry Bulletin for Asia and the Pacific* (2); vi) *Regional Trade and Investment Review* (2); vii) *TISNET Trade Information Bulletin* (46); viii) *Prices of Selected Asia/Pacific Products* (24); ix) *Directory of Trade Promotion/Development Organizations of Developing Countries and Areas in Asia and the Pacific*; x) *Trade review of the Bangkok Agreement* (2); et xi) *Fertilizer Trade Information, Monthly Bulletin* (24);
- b) *Vingt-deux publications non périodiques.* i) Problèmes de gestion fiscale et financière résultant, pour les économies en développement de la région, de l'évolution du contexte mondial et régional; ii) rôle et incidences des politiques macro-économiques sous l'angle de la promotion de la coopération économique régionale; iii) politiques macro-économiques de restructuration, de stabilisation et de croissance dans la région, eu égard en particulier à l'évolution des pays en transition défavorisés de la région; iv) réformes des institutions et des politiques générales en vue d'une mobilisation adéquate des capitaux privés en faveur du développement; v) questions et problèmes nouveaux liés au développement industriel et technologique et à la restructuration après la conclusion des négociations d'Uruguay : concurrence accrue et nécessité d'une meilleure compétitivité industrielle; vi) mesures de coopération visant à promouvoir les flux d'investissement industriel et de technologie inter-régionaux et intrarégionaux, notamment en faveur des pays les moins avancés et des pays en transition; vii) renforcement de la participation du secteur privé et des organisations non gouvernementales, avec un bilan objectif des effets de la privatisation sur le développement industriel et technique; viii) moyens nouveaux et novateurs de développer et de renforcer les compétences technologiques et industrielles (2); ix) coopération régionale pour le développement des petites et moyennes industries (PMI) à vocation exportatrice : incidences sur les courants de technologie des mesures relatives aux investissements ayant trait au commerce et des droits de propriété intellectuelle liés au commerce; x) indicateurs technologiques et répertoires d'institutions de recherche-développement, d'experts et de technologies (2); xi) aspects juridiques du transfert d'écotechnologies nouvelles et non polluantes; xii) incidences de l'adoption des normes de la série ISO 9000 et des

mesures de réorganisation structurelle sur le développement technologique; xiii) problèmes régionaux de commerce et d'investissements (2); xiv) schémas d'échanges et descriptifs de produits (2); xv) importance de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique pour le commerce intra-régional; xvi) importance de l'Union européenne pour les économies de l'Asie et du Pacifique; et xvii) questions d'efficacité commerciale et réorganisation des processus commerciaux (2).

4. *Supports d'information*

Matériaux d'information sur des sujets touchant la coopération économique régionale en réponse à des demandes émanant des secteurs public et privé ainsi que d'organisations non gouvernementales.

5. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs.* Gestion macro-économique, restructuration, stabilisation et croissance dans les pays en transition; développement et promotion des petites et moyennes industries; élaboration et réorientation des politiques visant à promouvoir les flux d'investissement industriel et les transferts de technologie; mise au point et utilisation de technologies de l'information aux fins des industries manufacturières; renforcement des capacités en vue de l'adoption des normes de la série ISO 9000 et de mesures de réorganisation dans les petites et moyennes industries; élaboration de politiques en matière de commerce et d'investissement, promotion des échanges et amélioration de l'efficacité commerciale dans les pays en développement — notamment les pays en transition, les pays les moins avancés et les pays géographiquement défavorisés; échanges commerciaux et investissements intrarégionaux; promotion des exportations; services d'information aux fins du commerce et de l'investissement, et participation des femmes au développement économique;
- b) *Formation de groupe, stages et séminaires.* Gestion macro-économique et réformes de politique générale; l'Agenda pour le développement, base du renforcement de la coopération économique régionale; Forum régional pour un développement industriel durable et pour la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique; développement des petites et moyennes industries à vocation exportatrice, y compris adoption des normes de la série ISO 9000; promotion des flux technologiques et d'investissement industriel et des services de consultant en matière de technologies nouvelles dans les industries manufacturières; développement des compétences industrielles et technologiques; développement des industries agro-alimentaires et apparentées et renforcement des capacités nationales en vue de la diversification des échanges commerciaux; coopération sous-régionale et entre sous-régions dans le domaine du commerce et des investissements; politiques et perspectives en matière de commerce et d'investissements intrarégionaux; coopération régionale en matière d'efficacité commerciale et de réorganisation des processus commerciaux; promotion des exportations des pays en développement, notamment des pays les moins avancés, des pays insulaires du Pacifique et des pays en développement en transition; mise en oeuvre des accords issus des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et incidences économiques de ces accords sur les pays d'Asie et du Pacifique, et questions nouvelles intéressant le commerce international, les flux d'investissement et les transferts de technologie; facilités de commerce/de transit pour les pays sans littoral; réseaux d'appui institutionnel pour le développement du commerce et des flux d'investissement; promotion de la participation des femmes au développement économique, et renforcement des services d'information régionaux pour le commerce et les investissements.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

Collaboration et liaison avec les autres programmes, organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies pour les activités liées au sous-programme, notamment les organismes du réseau CESAP de facilitation du commerce, et à l'institut régional de la CESAP, le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 16.24 Les ressources prévues correspondent à 35 postes d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur et 29 postes d'agent local. Il est proposé de transférer à ce sous-programme un poste P-4 et un poste d'agent local affectés jusqu'à présent à l'appui aux programmes, afin d'intensifier les activités portant sur les politiques relatives au commerce et aux investissements apparentés. Il est également proposé de transférer un poste P-3 au sous-programme 3, Lutte contre la pauvreté par la croissance économique et le développement social, et un poste P-2 au sous-programme 2, Environnement et développement durable.

Consultants et experts

- 16.25 Les ressources demandées (153 000 dollars) permettront de recruter des experts chargés d'aider à rédiger des études et des rapports spécialisés (95 200 dollars), et de réunir les groupes spéciaux d'experts mentionnés plus haut (57 800 dollars).

Voyages

- 16.26 Le montant prévu (144 100 dollars) permettra d'assister à des réunions d'organes des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales, d'assurer le service de réunions, de fournir des services consultatifs et de tenir des consultations avec les gouvernements et les autorités compétentes, ainsi que de collecter les données nécessaires à la réalisation du programme de travail.

Services contractuels

- 16.27 Les ressources prévues (88 600 dollars) doivent financer l'impression de diverses publications relevant de ce sous-programme.

Sous-programme 2 Environnement et développement durable

Tableau 16.11

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993		1994-1995		Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
	Dépenses	Crédits ouverts	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage			
Postes	4 770,2	5 538,0	200,2	3,6	5 738,2	537,8	5 738,2	537,8	6 276,0
Consultants et experts	61,1	104,5	(25,6)	(24,4)	78,9	10,1	78,9	10,1	89,0
Voyages	72,2	110,1	(9,9)	(8,9)	100,2	13,6	100,2	13,6	113,8
Services contractuels	87,4	81,2	(10,9)	(13,4)	70,3	8,9	70,3	8,9	79,2
Total	4 990,9	5 833,8	153,8	2,6	5 987,6	570,4	5 987,6	570,4	6 558,0

Tableau 16.11 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	220,3	188,8	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	270,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	1 847,1	1 846,0	c) Projets opérationnels :	900,0
	—	257,8	PNUD	300,0
	2 392,4	2 879,6	Autres fonds multilatéraux	2 902,0
			Sources bilatérales	
Total	4 459,8	5 172,2		4 372,0
Total 1) et 2)	9 450,7	11 066,0		10 930,0

Tableau 16.12

Postes nécessaires

Programme : Environnement et développement durable

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	5	5	—	—	2	2	7	7
P-4/3	15	15	—	—	—	4	15	19
P-2/1	4	5	—	—	—	—	4	5
Total	25	26	—	—	2	6	27	32
Autres catégories								
Agents locaux	15	16	—	—	7	6	22	22
Total	15	16	—	—	7	6	22	22
Total général	40	42	—	—	9	12	49	54

- 16.28 Les activités de ce sous-programme visent à renforcer les capacités des membres et membres associés de la CESAP dans les domaines suivants : gestion de l'environnement et des ressources naturelles; prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques d'ordre général; transfert d'écotechnologies; développement rural et urbain durable; population et développement durable; et prévention des catastrophes naturelles.
- 16.29 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, les travaux consisteront principalement en actions concrètes dans les domaines ci-après : renforcement des capacités dans l'optique du développement durable; protection de l'environnement; prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; mise en valeur et gestion de l'énergie; évaluation, mise en valeur et gestion des ressources minérales; planification et gestion de l'utilisation des sols; évaluation, mise en valeur et gestion intégrées des ressources en eau; prévention des catastrophes naturelles; application des techniques spatiales au développement durable; transfert d'écotechnologies; protection des récoltes dans l'optique écologique; évaluation

de l'évolution démographique du point de vue de l'environnement; mise au point d'une base de données sur l'environnement; et développement rural et urbain écologiquement rationnel et durable.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Liaison et coopération avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour les questions concernant tous les aspects du sous-programme, et notamment avec le Comité de coordination pour les programmes géoscientifiques concernant les zones côtières et extracôtières de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, le Comité des typhons, le Groupe d'experts en cyclones tropicaux et le Comité intérimaire pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Six rapports à la Commission et 14 rapports au Comité pour l'environnement et le développement durable sur certaines questions concernant l'application du programme Action 21;
- b) *Services fonctionnels.* Services fonctionnels et techniques des sessions annuelles de la Commission, ainsi que des réunions du Comité pour l'environnement et le développement durable et du Comité consultatif intergouvernemental sur le Programme régional de la CESAP pour les applications des techniques spatiales au développement;
- c) *Six groupes spéciaux d'experts.* i) Infrastructures énergétiques et politiques des prix; ii) Groupe de travail des géologues principaux; iii) mise en valeur durable des ressources en eau; iv) méthodes de planification et d'évaluation en matière d'environnement; v) politiques d'intégration des applications des techniques spatiales à la planification du développement durable; et v) rapports entre environnement, morbidité et santé.

3. Publications

- a) *Cent dix-sept publications périodiques.* i) *ESCAP Environment Newsletter* (8); ii) *Environment News Briefing* (24); iii) *ESCAP Energy News* (4); iv) *Energy Resources Development Series*; v) *Electric Power in Asia and the Pacific*; vi) *Atlas of Mineral Resources* (2); vii) *Mineral concentrations and hydrocarbon accumulations*; viii) *Urban and environmental geology* (2); ix) *Implications of the new ocean regime deriving from the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea*; x) *Water Resources Journal* (8); xi) *Confluence* (4); xii) *Water Resources Series* (2); xiii) *Space Technology Applications Newsletter* (8); xiv) *Asian-Pacific Remote Sensing and GIS Journal* (4); xv) *Development papers*; xvi) *Agro-chemicals News in Brief* (12); xvii) *RISS: Regional Information Support Service on Agro-chemicals* (26); et xviii) *Calendar of Meetings on Agro-chemicals* (8);
- b) *Trente-neuf publications non périodiques.* i) Actes de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique; ii) programme Action 21 et enjeux pour la région Asie-Pacifique; iii) application de la Convention sur la diversité biologique; iv) application régionale de la Convention sur la désertification (2); v) développement durable : méthodes, conceptions et évaluation; vi) développement du tourisme écologique; vii) planification intégrée des ressources : état et possibilités dans les pays d'Asie en matière d'électricité et de gaz naturel; viii) centres pour le rendement énergétique; ix) participation des collectivités à l'application des réglementations relatives à l'environnement dans le secteur de l'énergie électrique; x) approvisionnement en sources d'énergie renouvelables : gestion écologique grâce à la mise en valeur privée; xi) évaluation, mise en valeur et gestion des ressources minérales; xii) gestion écologique de la mise en valeur des ressources minérales; xiii) application de la géologie à la planification de l'utilisation des sols et à la gestion de l'environnement; xiv) environnement marin et mise en valeur des ressources marines autres que biologiques; xv) ressources en eau des pays membres et demande par secteur d'utilisation — phase IV; xvi) mise en valeur durable des ressources en eau en Asie et dans le Pacifique; xvii) directives sur la normalisation des systèmes d'information géographique; xviii) les techniques spatiales et leurs applications; xix) application des techniques de télédétection et des systèmes

d'information géographique à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles (2); xx) applications des techniques spatiales au développement durable; xxi) modalités de prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; xxii) modélisation et simulation de systèmes macro-économiques; xxiii) incidences socio-économiques de l'introduction de substances et de technologies permettant de préserver l'ozone; xxiv) population et environnement; xxv) protection de l'environnement et urbanisme dans les villes secondaires; xxvi) directives concernant des politiques écologiques d'utilisation des sols; xxvii) salubrité des villes; xxviii) aspects économiques de l'utilisation de pesticides moins dangereux et lutte intégrée contre les ravageurs; xxix) offre, commercialisation, distribution et utilisation des engrais (4); xxx) répertoire des sources d'information relative aux engrais; xxxi) mise au point et gestion écologiques des engrais (2); et xxxii) éléments critiques du développement durable;

- c) *Supports techniques*. Base de données et modélisation pour la comptabilité, la planification et l'évaluation des ressources écologiques dans la région; base de données sur la demande sectorielle d'énergie et analyse de la situation énergétique; logiciel de planification énergétique; base de données Service régional d'appui à l'information sur la télédétection et les systèmes d'information géographique; transfert de technologies écologiques (2); exploitation et actualisation de la base de données sur les pesticides et l'environnement; et base de données sur les produits agrochimiques et l'environnement.

4. *Supports et services d'information*

- a) *Plaquettes, brochures, feuillets d'information, cartes murales et pochettes de documentation*. Informations sur la promotion du développement écologiquement rationnel et durable;
- b) Expositions et autres supports visuels sur la Journée mondiale de l'eau et la Journée internationale de la prévention des catastrophes naturelles (2).

5. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs*. Services concernant les sujets suivants : mise en oeuvre du Programme d'action régional pour un développement écologiquement rationnel et durable; développement du tourisme écologique et rapports de particuliers sur l'environnement; renforcement des capacités de mise en oeuvre des conventions sur l'environnement et des conventions internationales sur le contrôle de la gestion des déchets dangereux et des capacités de réalisation d'audits sur les déchets; gestion de l'environnement côtier; évaluation et étude d'impact concernant des activités de développement durable et d'assistance technique en zone côtière; politique de mise en valeur, de conservation et de gestion de l'énergie; évaluation de l'impact sur l'environnement et des risques liés aux systèmes énergétiques; options et technologies en matière de ressources énergétiques; applications des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, mélanges énergétiques et approvisionnement des zones rurales en énergie; planification et entretien des réseaux électriques; prospection minérale et gestion écologique de la mise en valeur des ressources minérales; politiques et stratégies de mise en valeur des ressources minérales; géologie écologique et application de la géologie à la planification de l'utilisation des sols; mise en valeur et gestion intégrées des ressources en eau; protection des ressources en eau, de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques; gestion des ressources et systèmes d'approvisionnement en eau en milieu urbain; lutte contre les effets des catastrophes naturelles dues à l'eau; application des techniques spatiales au développement durable, plus particulièrement sous l'angle des politiques générales; renforcement des institutions et application des systèmes d'information géographiques et de la télédétection à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles; télédétection et applications connexes des systèmes d'information géographique; prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; transfert de technologies écologiques et renforcement des capacités en ce domaine; population et environnement et formules de remplacement pour les pesticides;

- b) *Formation de groupe, stages et séminaires.* Développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique; sensibilisation écologique et gestion de l'environnement; préservation des ressources et rendement énergétique; sources d'énergie nouvelles et renouvelables; options, technologies et investissements en matière de ressources énergétiques (2); planification et entretien des réseaux électriques; techniques de prospection minérale et méthodes d'évaluation des ressources, et gestion écologique de la mise en valeur des ressources minérales; géologie économique, économie et réglementation en matière de ressources minérales; promotion des investissements dans le domaine de la prospection et de l'exploitation des minéraux; facteurs géologiques de la planification de l'utilisation des sols et de la comptabilité des ressources politiques marines intégrées, et évaluation et mise en valeur des ressources marines autres que biologiques; tarification de l'eau, économies d'eau et utilisation économique de l'eau; protection des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques; promotion des investissements aux fins des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, rôle des femmes dans la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable et la prévention des catastrophes naturelles; mise en oeuvre de la déclaration de Beijing sur les applications des techniques spatiales au développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique, ainsi que de la stratégie et du plan d'action régionaux pour les applications des techniques spatiales au développement durable : programme régional pour les applications des techniques spatiales; application de la télédétection et des systèmes d'information géographique à la gestion des ressources en terres et de la mer et à la surveillance des écosystèmes tropicaux; renforcement des capacités nationales d'application des techniques spatiales au développement; techniques de surveillance, de cartographie et d'échantillonnage pour la gestion de l'environnement et des ressources naturelles; prise en compte de l'environnement dans les décisions économiques; évaluation de la mise en place d'un mécanisme de décision régional coopératif visant à promouvoir le transfert de technologies écologiques; population et environnement; promotion de la salubrité des villes et de la remise en état des établissements humains (2); protection de l'environnement et urbanisme dans les villes secondaires; et principes écologiques de protection des récoltes et mise au point et gestion des produits agrochimiques au service d'un développement agricole durable.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

Liaison et coopération avec les organismes et autres entités du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales dont les activités concernent le sous-programme, notamment le Comité interorganisations pour l'environnement et le développement durable en Asie et dans le Pacifique, l'Équipe opérationnelle interinstitutions sur l'eau pour l'Asie et le Pacifique, et mise en oeuvre de la Stratégie du Plan d'action pour les applications des techniques spatiales au développement durable en Asie et dans le Pacifique.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16.30 Les ressources prévues concernent 26 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 16 postes d'agent local. Il est proposé de transférer un poste P-2 du sous-programme 1, Coopération économique régionale, afin d'améliorer le renforcement des capacités, la coordination, le suivi et l'examen de l'application d'Action 21; et un poste d'agent local de l'appui aux programmes.

Consultants et experts

- 16.31 Les ressources prévues (78 900 dollars) doivent permettre de rémunérer les services de consultants pour l'établissement de publications et de rapports spécialisés (45 200 dollars) et de couvrir les dépenses liées aux réunions des groupes d'experts susmentionnés (33 700 dollars).

Voyages

- 16.32 Les ressources prévues (100 200 dollars) doivent couvrir le coût des voyages effectués aux fins suivantes : participation aux sessions de la Commission du développement durable, aux réunions portant sur l'application d'Action 21 et aux réunions du Comité des ressources naturelles, liaison avec des organisations internationales et régionales qui oeuvrent dans le domaine concerné, et collecte d'informations et de données pour les publications dans le cadre du sous-programme.

Services contractuels

- 16.33 Les ressources prévues (70 300 dollars) permettront de financer l'impression et la reliure des publications.

Sous-programme 3 Dépaupérisation par la croissance économique et le développement social

Tableau 16.13

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	4 722,1	5 527,1	629,5	11,3	6 156,6	581,4	6 738,0
Autres dépenses de personnel	9,9	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	103,2	187,7	(62,0)	(33,0)	125,7	17,0	142,7
Voyages	75,4	168,6	(45,5)	(26,0)	123,1	16,6	139,7
Services contractuels	24,8	39,9	—	—	39,9	5,4	45,3
Total	4 935,4	5 923,3	522,0	8,8	6 445,3	620,4	7 065,7

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
a) Services d'appui à :				
i) Des organismes des Nations Unies	—	—		—
ii) Des activités extrabudgétaires	519,2	491,1		540,0
b) Activités de fond	—	—		—
c) Projets opérationnels :				
PNUD	396,5	270,0		670,0
FNUAP	3 451,3	2 176,7		2 164,0
Autres sources multilatérales	23,8	389,8		415,0
Sources bilatérales	5 103,4	5 173,2		7 291,0
Total	9 494,2	8 500,8		11 080,0
Total 1) et 2)	14 429,6	14 424,1		18 145,7

Tableau 16.14

Postes nécessaires

Programme : Dépaupérisation par la croissance économique et le développement social

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	3	3	—	—	—	—	3	3
P-5	4	5	—	—	7	4	11	9
P-4/3	14	16	—	—	7	8	21	24
P-2/1	3	4	—	—	2	—	5	4
Total	24	28	—	—	16	12	40	40
Autres catégories								
Agents locaux	17	17	—	—	26	21	43	38
Total	17	17	—	—	26	21	43	38
Total général	41	45	—	—	42	33	83	78

- 16.34 Les objectifs du présent sous-programme consistent à faire mieux comprendre les tendances, questions et problèmes liés à la pauvreté et à améliorer qualitativement et quantitativement les données et analyses correspondantes, ainsi qu'à développer les capacités des pays dans leur action visant à renforcer la qualité des services sociaux afin de répondre aux besoins essentiels des pauvres en Asie et dans le Pacifique. Au cours des exercices biennaux précédents, ces objectifs ont été atteints grâce à une série d'activités — services fournis aux organes délibérants, recherche, information et assistance technique. On s'est particulièrement attaché à mobiliser les pouvoirs publics en adoptant des plans d'actions régionaux.
- 16.35 Les activités proposées pour l'exercice biennal 1996-1997 consisteront essentiellement à aider les pays membres dans leur action de dépaupérisation, cela par la croissance économique, par des investissements visant à augmenter la productivité des pauvres, par la facilitation de leur accès à des emplois rémunérateurs et par l'amélioration de la qualité de la vie moyennant amélioration des systèmes de prestation sociale. Le programme de travail portera également sur des thèmes tels que les incidences de la libéralisation macro-économique sur la dépaupérisation; les services sociaux et la sécurité sociale en faveur des pauvres; la mise en valeur des ressources humaines pour les pauvres; les aspects démographiques; l'urbanisation; le développement rural; la participation des femmes au développement; et les incidences de la technologie sur les pauvres.
- 16.36 Ces activités seront exécutées sous la conduite du Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social.

Activités
1. Coopération internationale

Relations extérieures. Liaison et coopération avec les organisations non gouvernementales et intergouvernementales sur les questions concernant le sous-programme.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Six rapports à la Commission sur les questions de dépaupérisation; quatre rapports au Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social; et trois rapports à la cinquième Conférence ministérielle sur la protection sociale et le développement social pour l'Asie et le Pacifique;
- b) *Services fonctionnels.* Des services fonctionnels et techniques seront fournis aux réunions du Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social et à la cinquième Conférence ministérielle sur la protection sociale et le développement social pour l'Asie et le Pacifique;
- c) *Six groupes spéciaux d'experts.* i) Phase III du Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; ii) application de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; iii) analyse du rôle de la femme en matière de planification familiale; iv) préparatifs de la Conférence ministérielle de 1998 sur l'urbanisation; v) suivi régional de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; et vi) bilan de l'application de la Déclaration de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique.

3. Publications

- a) *Cinquante-deux publications périodiques.* i) *Human Resources Development Newsletter* (4); ii) *Social Development Newsletter* (4); iii) *Asia-Pacific Population Journal* (8); iv) *Population Headliners* (24); v) *Newsletter on Poverty Alleviation Initiatives* (8); et vi) *WINAP Newsletter* (4);
- b) *Trente-deux publications non périodiques.* i) Incidences de la libéralisation macro-économique sur la croissance économique et la dépaupérisation; ii) analyse des programmes de dépaupérisation au niveau local; iii) directives de mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; iv) politiques concernant les nouvelles questions sociales en Asie et dans le Pacifique (2); v) sécurité sociale pour les pauvres dans la région de la CESAP; vi) politiques et programmes visant à renforcer le rôle de la famille en matière de protection sociale; vii) répertoire des centres d'excellence pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; viii) procédures d'enregistrement des organisations non gouvernementales s'occupant de la mise en valeur des ressources humaines; ix) approches innovatrices de la dépaupérisation par la planification et la prestation de services pour la mise en valeur des ressources humaines en Asie et dans le Pacifique; x) politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines pour les jeunes; xi) approches en matière de réduction de la demande de drogues par l'action communautaire dans la région de la CESAP; xii) approches en matière de prévention du virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) par l'action communautaire dans la région de la CESAP; xiii) manuel de formation à l'action communautaire face aux grands problèmes sociaux : pauvreté, toxicomanie et VIH/sida; xiv) gestion des organisations d'entraide des handicapés; xv) production et distribution d'appareils pour handicapés; xvi) approches pour l'élaboration de politiques nationales d'ensemble concernant les personnes âgées; xvii) fécondité et planification familiale : tendances dans la région de la CESAP; xviii) migration intrarégionale : rapport de surveillance (2); xix) projections de la population active et de la main-d'oeuvre dans la région de la CESAP; xx) dynamique familiale et population; xxi) les femmes et la pauvreté : aspects démographiques; xxii) recueil des programmes de travail interinstitutions sur la dépaupérisation rurale; xxiii) incidences des réformes de marché et de la libéralisation des prix sur le développement agricole et rural; xxiv) création d'emplois ruraux par le mécanisme du marché aux fins de la dépaupérisation rurale; xxv) manuel sur la dépaupérisation rurale par reproduction des opérations réussies; xxvi) développement de la participation populaire à la gestion des affaires publiques urbaines; xxvii) expériences en matière de systèmes d'épargne et de crédit urbains de type communautaire; xxviii) répertoire des organisations non gouvernementales s'occupant des questions intéressant les femmes; xxix) amélioration de la condition de la femme face à la pauvreté; xxx) promotion des petites entreprises industrielles dans les petites villes et à la campagne aux fins de la création d'emplois et de la dépaupérisation en zone rurale;

- c) *Supports techniques.* Matériel de formation sur la planification et la prestation de services pour les pauvres en matière de mise en valeur des ressources humaines; banque de données sur les politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines; développement des qualifications des jeunes et de leurs possibilités d'emploi; réseau d'information en matière de population (POPIN), centres et banques de données POPIN, services et produits dans le domaine des télécommunications et du multimédia; fiches de données démographiques; et base de données régionale sur la participation des femmes au développement.

4. *Supports et services d'information*

Plaquettes, brochures, fiches de synthèse, planches murales et dossiers d'information. Supports d'information pour la cinquième Conférence ministérielle sur la protection sociale et le développement social pour l'Asie et le Pacifique; et supports d'information pour marquer la mi-Décennie Asie et Pacifique pour les handicapés.

5. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*

- a) *Services consultatifs.* Incidences de la libéralisation macro-économique sur la croissance économique et la dépaupérisation; dépaupérisation dans le cadre de programmes au niveau local; Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; Plan d'action de Jakarta pour la mise en valeur des ressources humaines dans la région de la CESAP; Programme d'action pour la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés; Déclaration de Bali sur la population et le développement durable; Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement; création d'emplois ruraux par le mécanisme du marché; Plan d'action régional sur l'urbanisation et appui aux forums de l'urbanisme; et Déclaration de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique;

- b) *Formation de groupe, séminaires et ateliers.* Incidences de la libéralisation macro-économique sur la croissance économique et la dépaupérisation; dépaupérisation dans le cadre de programmes au niveau local; Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; protection sociale pour répondre aux besoins essentiels des pauvres; rôle de la famille en matière de protection sociale; politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines; utilisation des ressources humaines dans le secteur public; équité entre les sexes dans le cadre de la mise en valeur des ressources humaines; emploi et développement des qualifications pour les jeunes à faible revenu et participation des jeunes au développement; programmes communautaires de réduction de la demande en drogues et de prévention de l'infection VIH/sida; qualité de la vie de divers groupes défavorisés dans le cadre de politiques et de programmes novateurs; politiques en matière de population; analyse démographique; réseau POPIN Asie-Pacifique et projets connexes; politiques et programmes de dépaupérisation rurale et urbaine; création d'emplois non agricoles et agricoles et incidences sur la dépaupérisation rurale; création d'emplois par le mécanisme du marché aux fins de la dépaupérisation rurale; dépaupérisation rurale dans le cadre des régimes de libéralisation économique; urbanisme et gestion urbaine fondés sur la participation et tenant compte des spécificités de chaque sexe; gestion des sols dans l'optique d'un accès équitable à la terre; dépaupérisation des femmes; Déclaration de Jakarta en faveur de la promotion de la femme en Asie et dans le Pacifique; et capacités technologiques des petites entreprises industrielles dans les villages et les petites villes, en vue d'une meilleure compétitivité.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

Des services fonctionnels et techniques seront fournis à l'Équipe spéciale interinstitutions chargée de l'application de l'Agenda pour le développement social dans la région de la CESAP; au Comité régional interinstitutions pour la dépaupérisation; au Comité régional interorganisations pour l'urbanisation; à l'institut régional de la CESAP; au Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique; ainsi qu'au Comité administratif de coordination et d'autres organismes, institutions et départements du système des Nations Unies.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 16.37 Les ressources prévues concernent 28 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 17 postes d'agent local. Il est proposé de créer un poste P-5 destiné au chef de la Section du développement rural, qui est appelé à mettre en oeuvre, gérer et coordonner le programme de travail concernant la dépaupérisation rurale dans la région et le développement agricole et rural durable. Il est également proposé de transférer un poste P-4 et un poste P-2 de l'appui aux programmes et un poste P-3 du sous-programme 1, Coopération économique régionale, afin de renforcer les activités opérationnelles de ce sous-programme.

Consultants et experts

- 16.38 Les ressources prévues (125 700 dollars) permettront de rémunérer les services de consultants pour l'élaboration de publications et d'études spécialisées (60 600 dollars) et de couvrir les dépenses liées aux réunions des groupes spéciaux d'experts (65 100 dollars).

Voyages

- 16.39 Les ressources prévues (123 100 dollars) doivent couvrir le coût des voyages effectués aux fins suivantes : participation aux réunions des organismes des Nations Unies, missions de collecte de données pour l'élaboration de publications et de diverses études, prestations de services consultatifs, consultations avec des gouvernements, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, services du Sous-Comité sur le développement rural du Comité administratif de coordination, et participation à des réunions portant sur la dépaupérisation rurale.

Services contractuels

- 16.40 Les ressources prévues (39 900 dollars) permettront de financer l'impression et la reliure des publications.

**Sous-programme 4
Transports et communications**

Tableau 16.15

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	3 087,0	3 887,8	—	—	3 887,8	373,4	4 261,2
Autres dépenses de personnel	1,8	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	30,0	28,5	(5,5)	(19,2)	23,0	2,8	25,8
Voyages	40,8	60,5	(6,1)	(10,0)	54,4	7,0	61,4
Services contractuels	4,6	5,6	0,1	1,7	5,7	0,7	6,4
Total	3 164,2	3 982,4	(11,5)	(0,2)	3 970,9	383,9	4 354,8

Tableau 16.15 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	349,8	366,1	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	390,0
	—	—	b) Activités de fond	—
	1 465,2	754,9	c) Projets opérationnels :	
	—	—	PNUD	600,0
	907,7	1 939,5	Autres sources multilatérales	250,0
			Sources bilatérales	2 343,0
Total	2 722,7	3 060,5		3 583,0
Total 1) et 2)	5 886,9	7 042,9		7 937,8

Tableau 16.16

Postes nécessaires

Programme : Transports et communications

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	2	3	4	5
P-4/3	11	12	1	—	5	4	17	16
P-2/1	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	17	18	1	—	7	7	25	25
Autres catégories								
Agents locaux	11	11	—	—	11	7	22	18
Total	11	11	—	—	11	7	22	18
Total général	28	29	1	—	18	14	47	43

- 16.41 Le sous-programme aura pour objet d'améliorer les services et les infrastructures de transport et de communication des pays en développement de la région; et d'accroître leurs aptitudes intrinsèques au développement institutionnel, conformément aux thèmes stratégiques et aspects connexes retenus pour la phase II (1992-1996) de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique, et au Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique.
- 16.42 Étant admis que la croissance économique présuppose impérativement des infrastructures et des services de transport et de communication, le sous-programme a été agencé pour soutenir au maximum la croissance économique des pays de la région. Parmi les autres aspects importants de ce sous-programme, on citera l'analyse des problèmes liés aux besoins infrastructurels et le renforcement de la coordination et de la coopération interinstitutions dans le domaine des transports et des communications au niveau régional.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Coopération avec les organisations gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales et appui à ces organisations pour les questions concernant le sous-programme.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport au Conseil économique et social sur la phase II de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique; rapports annuels à la Commission sur l'état d'avancement du sous-programme (2); six rapports au Comité pour les transports et les communications; et trois rapports à la réunion des ministres sur les infrastructures;
- b) *Services fonctionnels.* Des services fonctionnels et techniques seront fournis aux réunions du Comité pour les transports et les communications; et à la réunion des ministres sur les infrastructures;
- c) *Groupes spéciaux d'experts et travaux préparatoires connexes.* Réunion d'experts sur le financement et la gestion des infrastructures rurales.

3. Publications

- a) *Onze publications périodiques.* i) *Review of Developments in Transport, Communications and Tourism*; ii) *Transport and Communications Bulletin for Asia and the Pacific* (2); iii) *Decade News* (2); iv) *ESCAP Tourism Review* (2); et v) *ESCAP Tourism Newsletter* (4);
- b) *Quinze publications non périodiques (fonds extrabudgétaires).* i) Transport écologique; ii) perspectives en matière de développement portuaire et de transport maritime conteneurisé; iii) participation du secteur privé aux activités portuaires; iv) transport de marchandises dangereuses; v) législation du transport multimodal; vi) financement et administration du développement infrastructurel en zone rurale; vii) manuel pour la formation d'instructeurs en matière de transport par voie d'eau intérieure; viii) informations nécessaires à la gestion du transport par voie d'eau intérieure; ix) développement du réseau routier dans les républiques d'Asie; x) couloirs de transport terrestre entre l'Asie centrale et l'Europe; xi) spécifications applicables aux itinéraires du chemin de fer transasiatique; xii) carte révisée de la route d'Asie; xiii) développement touristique dans les pays riverains du Mékong; xiv) questions de politique générale touchant l'expansion du tourisme, le renforcement de la coopération régionale et la promotion du tourisme intrarégional; et xv) politiques de transport maritime en Asie et dans le Pacifique;
- c) *Supports techniques.* Modèles de planification des politiques de transport (fonds extrabudgétaires); base de données pour la surveillance et la coordination des activités d'appui à la phase II de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique et au Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique (fonds extrabudgétaires); et élaboration de la base de données sur la route d'Asie.

4. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Services consultatifs.* Évaluation économique et financière du développement des infrastructures de transport; commercialisation et participation du secteur privé aux opérations de transport; opérations portuaires; transport multimodal, opérations de transit et logistique; développement et gestion des transports; et renforcement des capacités nationales d'expansion du tourisme;
- b) *Formation de groupe, séminaires et ateliers.* Politiques et planification des transports; transport multimodal, opérations de transit et logistique; environnement et sécurité dans le domaine des transports; développement des infrastructures rurales; développement des services de transport maritime (petits ports et services interinsulaires); commercialisation et participation du secteur privé aux opérations de transport; évaluation économique et financière du développement des infrastructures de transport; facilitation des transports maritimes; développement et gestion des transports; et développement touristique.

5. Coordination, harmonisation et liaison

Liaison et coopération avec d'autres programmes, organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies pour les questions concernant le programme de travail. Des services techniques et fonctionnels seront fournis aux réunions interinstitutions en relation avec la phase II de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique et le Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Dépenses de personnel

- 16.43 Les ressources prévues couvrent 18 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 11 postes d'agent local afin de réaliser les activités du sous-programme. Il est proposé de transformer un poste temporaire P-3 en poste permanent pour veiller à l'application continue du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique.

Consultants et experts

- 16.44 Les ressources prévues (23 000 dollars) doivent permettre de rémunérer les services de consultants pour l'élaboration des publications (11 800 dollars) et de couvrir les dépenses liées à une réunion d'experts (11 200 dollars).

Voyages

- 16.45 Les ressources prévues (54 400 dollars) doivent couvrir les frais de voyage du personnel en rapport avec les activités suivantes : missions d'enquête, collecte de données, consultations avec des gouvernements, des organismes et des institutions spécialisées du système des Nations Unies, et participation aux réunions nationales, régionales et interinstitutions, y compris aux consultations menées avec la CESAO sur la phase II de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique.
- 16.46 Les ressources prévues (5 700 dollars) permettront de financer l'impression et la reliure des publications.

Sous-programme 5 Statistiques

Tableau 16.17

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 918,7	2 156,8	53,8	2,4	2 210,6	208,3	2 418,9
Autres dépenses de personnel	31,4	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	23,4	54,4	(18,4)	(33,8)	36,0	4,6	40,6
Voyages	34,6	37,3	8,6	23,0	45,9	5,9	51,8
Services contractuels	51,9	62,0	(10,9)	(17,5)	51,1	6,5	57,6
Total	2 060,0	2 310,5	33,1	1,4	2 343,6	225,3	2 568,9

Tableau 16.17 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	57,4	62,9	i) Des organismes des Nations Unies	90,0
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	461,0	—	c) Projets opérationnels :	—
	88,3	373,1	PNUD	—
	—	201,5	FNUAP	—
	420,9	908,9	Autres sources multilatérales	1 386,0
	—	—	Sources bilatérales	—
Total	1 027,6	1 546,4		1 476,0
Total 1) et 2)	3 087,6	3 856,9		4 044,9

Tableau 16.18

Postes nécessaires

Programme : Statistiques

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	2	1	3	2
P-4/3	4	4	—	—	1	—	5	4
P-2/1	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	8	8	—	—	3	1	11	9
Autres catégories								
Agents locaux	15	15	—	—	2	2	17	17
Total	15	15	—	—	2	2	17	17
Total général	23	23	—	—	5	3	28	26

16.47 Pendant l'exercice biennal 1996-1997, le sous-programme continuera d'aider les pays membres et groupes de pays à développer et à améliorer leurs capacités dans les domaines du recensement, de la collecte, du traitement, de l'analyse et de l'utilisation des données nécessaires à la formulation, au suivi et à l'évaluation des plans et politiques de développement, à améliorer le stockage, la diffusion et la disponibilité des données sur la région par la collecte de statistiques démographiques, sociales, économiques et autres, et à favoriser l'utilisation des techniques modernes d'information dans le secteur public, afin de renforcer la capacité des pays de la région de planifier et de gérer le développement économique et social, tant au niveau central qu'au niveau local.

16.48 Les activités comporteront également la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale et le développement de statistiques concernant les services; l'intensification des travaux portant sur les statistiques concernant les femmes et sur le développement et l'utilisation de données relatives à la pauvreté; les premiers préparatifs de la phase «an 2000» des recensements de la population et de

l'habitation; la poursuite de l'amélioration des statistiques de l'environnement et de la comptabilité de l'environnement et des ressources naturelles. On s'efforcera avant tout de rendre le système d'information statistique de la CESAP pleinement opérationnel, en prévoyant notamment la possibilité d'accès en ligne, et de promouvoir l'échange de données informatisées et la mise en réseau des bureaux nationaux de statistique de la région. On veillera à affirmer le rôle du Comité de statistique en tant que point focal pour le développement des statistiques dans la région, conformément aux recommandations faites par la Commission de statistique de l'ONU.

Activités

1. Coopération internationale

Relations extérieures. Coopération et établissement d'une coordination entre les activités statistiques entreprises dans le cadre du programme de travail et les activités connexes entreprises par des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales de la région.

2. Services fournis aux organes délibérants

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport à la Commission sur l'état d'avancement du sous-programme, ainsi que cinq rapports au Comité de statistique;
- b) *Services fonctionnels.* Des services fonctionnels et des services techniques seront fournis en vue de la tenue des réunions du Comité de statistique;
- c) *Groupes spéciaux d'experts.* Un groupe spécial d'experts est chargé d'examiner les thèmes retenus par le Comité de statistique.

3. Publications

- a) *Vingt-six publications périodiques.* i) *Statistical Newsletter* (8); ii) *Government Computerization Newsletter* (4); iii) *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific* (2); iv) *Foreign Trade Statistics of Asia and the Pacific* (2); v) *Statistical Indicators for Asia and the Pacific* (8); et vi) *Asia-Pacific in Figures* (2);
- b) *Sept publications non périodiques.* i) Aperçus statistiques par sous-région (2); ii) recueil régional de statistiques environnementales; iii) tableaux statistiques thématiques (2); et iv) publications techniques sur les statistiques socio-économiques et environnementales (2);
- c) *Supports techniques.* Mise au point et tenue à jour du système d'information statistique de la CESAP; services d'information statistique ponctuels par les moyens traditionnels ou directement par serveurs; diffusion des données par disquettes et/ou disques optiques compacts.

4. Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)

- a) *Services consultatifs.* Services concernant les questions organisationnelles et institutionnelles ayant trait aux services statistiques nationaux; mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993; statistiques économiques, sociales et démographiques; échange de données informatisées et activités de réseau; conception et mise en place de systèmes d'information des pouvoirs publics; appui technique et fonctionnel à l'Institut statistique pour l'Asie et le Pacifique;
- b) *Formation de groupe, y compris séminaires et ateliers.* Amélioration de la gestion et de l'organisation des services statistiques nationaux; statistiques économiques, y compris l'application du Système de comptabilité nationale révisé et du Programme de comparaison internationale; statistiques sociales et démographiques; statistiques et comptabilité environnementales; conception et mise au point de systèmes d'information.

5. Coordination, harmonisation et liaison

Coordination avec le Comité administratif de coordination et les organismes, institutions et départements du système des Nations Unies et contribution à leurs travaux statistiques.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Dépenses de personnel

- 16.49 Les ressources prévues permettent de financer 8 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 15 postes d'agent local.

Consultants et experts

- 16.50 Les ressources prévues (36 000 dollars) permettent de faire appel à des consultants qui aideront à mettre au point des publications spécialisées et à diffuser les renseignements provenant du système d'information statistique de la CESAP (24 800 dollars), ainsi que de convoquer une réunion d'un groupe d'experts (11 200 dollars).

Voyages

- 16.51 Les ressources prévues (45 900 dollars) sont destinées aux activités suivantes : participation à des réunions régionales et interinstitutions, consultations avec les gouvernements et collecte de données. L'augmentation de 8 600 dollars s'explique par le fait que le Groupe de travail de la Commission de statistique chargé des programmes statistiques internationaux et de la coordination internationale se réunira désormais tous les ans, et non plus tous les deux ans, et par le fait que la CESAP s'est vu confier des attributions élargies en matière de coordination.

Services contractuels

- 16.52 Les ressources prévues à cette rubrique (51 100 dollars) sont destinées à couvrir le coût d'impression de publications.

Sous-programme 6
Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement

Tableau 16.19

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

 1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	338,4	1 010,9	198,5	19,6	1 209,4	114,8	1 324,2
Autres dépenses de personnel	—	53,4	(53,4)	(100,0)	—	—	—
Consultants et experts	7,0	18,0	(2,7)	(15,0)	15,3	2,1	17,4
Voyages	12,6	53,5	(7,6)	(14,2)	45,9	5,9	51,8
Total	358,0	1 135,8	134,8	11,8	1 270,6	122,8	1 393,4

Tableau 16.19 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	24,0	28,1	i) Des organismes des Nations Unies	45,0
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	315,5	283,4	c) Projets opérationnels :	300,0
			Sources bilatérales	
Total	339,5	311,5		345,0
Total 1) et 2)	697,5	1 447,3		1 738,4

Tableau 16.20

Postes nécessaires

Programme : Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	2	3	—	—	2	—	4	3
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
Total	5	6	—	—	2	—	7	6
Autres catégories								
Agents locaux	1	1	—	—	5	1	6	2
Total	1	1	—	—	5	1	6	2
Total général	6	7	—	—	7	1	13	8

- 16.53 Les activités consisteront essentiellement à aider les pays les moins avancés à réaliser les objectifs fixés dans le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. Le Secrétariat procède actuellement à un examen à mi-parcours approfondi de l'exécution du Programme d'action afin d'en évaluer les résultats et de recommander des mesures pour mieux l'exécuter. Pendant l'exercice biennal 1996-1997, les activités viseront surtout à améliorer l'efficacité des décisions et mesures prises au niveau national; à renforcer les capacités; à appuyer la mise en oeuvre des réformes économiques entreprises dans les pays les moins avancés en vue d'améliorer la gestion macro-économique; à réduire les interventions directes; à mobiliser davantage de ressources intérieures; à promouvoir le développement du secteur privé; à réformer les entreprises du secteur public; à accroître le flux des investissements et des techniques en provenance de l'étranger; à appliquer des mesures plus efficaces pour régler les problèmes qui se posent dans le domaine social, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la

- pauvreté, la mise en valeur des ressources humaines et la protection de l'environnement. On s'attachera aussi à la question du volume des ressources nécessaires aux pays les moins avancés, y compris sous l'angle de la qualité, de la mise en correspondance de l'aide et des besoins, et de la bonne utilisation de cette assistance par les pays bénéficiaires.
- 16.54 Le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement adopté à la Conférence mondiale de 1994 demande à la Commission de coordonner au niveau régional la mise en oeuvre des mesures décidées par la Conférence, d'assurer la liaison entre les organismes des Nations Unies et le Département de la coordination des politiques et du développement durable, ainsi qu'entre les organismes des Nations Unies, aux niveaux régional et sous-régional, de faire rapport sur l'application du Programme d'action au niveau régional et d'apporter une assistance aux organisations et dispositifs régionaux et sous-régionaux participant à la promotion du développement durable. L'Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique servira de cadre pour le dialogue et l'échange d'expériences entre les pays de la région de la CESAP.
- 16.55 Les activités menées pendant l'exercice biennal 1996-1997 porteront également sur les problèmes spéciaux des pays sans littoral, notamment en ce qui concerne le transport et le commerce de transit. Ces activités déboucheront sur des recommandations visant à régler ces problèmes conformément aux instruments internationaux.

Activités

1. *Coopération internationale*

Relations extérieures. Liaison et coopération avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales sur des questions liées aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux pays insulaires en développement, en appui au programme de travail.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

- a) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Cinq rapports seront adressés à la Commission;
- b) *Services fonctionnels.* Des services fonctionnels et techniques seront fournis à l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral à sa troisième session (1997) et à l'Organe spécial pour les pays insulaires en développement du Pacifique à sa quatrième session (1997).

3. *Publications*

Huit publications non périodiques. i) Suivi de l'examen à mi-parcours des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; ii) élimination des obstacles institutionnels à l'application des politiques macro-économiques par les pays les moins avancés; iii) amélioration de la gestion des ressources dans les pays les moins avancés; iv) rapports entre population et développement dans les pays les moins avancés; v) pays insulaires en développement : questions de politique générale et de développement institutionnel liées à l'intensification du commerce et des investissements, en particulier avec l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est; vi) manuel pour la conception et l'application des mesures de stabilisation, de libéralisation et de déréglementation économiques dans les pays insulaires en développement du Pacifique; vii) étude des capacités de transport maritime et des capacités portuaires des pays insulaires en développement; et viii) élaboration d'options de remplacement des navires vétustes dans les pays insulaires du Pacifique.

4. *Activités opérationnelles (fonds extrabudgétaires)*
 - a) *Services consultatifs.* Ces services portent sur les réformes économiques dans les pays les moins avancés; la gestion économique et financière dans les pays insulaires en développement du Pacifique; les questions démographiques dans les pays insulaires en développement du Pacifique; le renforcement des capacités institutionnelles, notamment le développement du secteur privé en vue de promouvoir les investissements industriels et le transfert de technologie; et la promotion du développement durable dans les petits États insulaires en développement;
 - b) *Formation de groupe, y compris des séminaires et ateliers.* Suivi de l'examen à mi-parcours des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés; amélioration de l'accès des femmes aux circuits de crédit et aux circuits financiers officiels dans certains pays parmi les moins avancés; solution des problèmes institutionnels rencontrés par les pays les moins avancés dans l'application des politiques macro-économiques; amélioration de la gestion des ressources dans les pays les moins avancés; renforcement des politiques générales et des capacités institutionnelles aux fins du développement des échanges et des investissements dans les pays insulaires en développement du Pacifique; stabilisation, libéralisation et déréglementation économiques dans les pays insulaires en développement du Pacifique; questions démographiques dans les pays insulaires en développement du Pacifique; développement des opérations de transit et du transport multimodal dans les pays sans littoral; réorientation des politiques générales et renforcement des capacités en vue d'un développement industriel et technique efficace, y compris la promotion des investissements et des transferts de technologie dans l'industrie.
5. *Coordination, harmonisation et liaison.* Coordination avec le Comité administratif de coordination et les autres organismes, institutions et départements du système des Nations Unies et contribution à leurs travaux pour les activités concernant le sous-programme.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16.56 Les ressources prévues sont destinées à six postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et à un poste d'agent local. Il est proposé de créer un poste P-4 pour assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement. Des ressources ont été affectées à cet effet en 1995 au titre du personnel temporaire.

Autres dépenses de personnel

- 16.57 Les ressources prévues (53 400 dollars) au titre du personnel temporaire pour assurer le suivi de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement deviendraient sans objet, dès lors que serait créé, comme proposé, le poste P-4 mentionné au paragraphe précédent.

Consultants et experts

- 16.58 Les ressources prévues (15 300 dollars) permettent de faire appel à des consultants pour aider à l'élaboration de publications et d'études spécialisées.

Voyages

- 16.59 Les ressources prévues (45 900 dollars) permettent la participation aux sessions du Conseil du commerce et du développement à Genève pour les questions ayant trait aux pays les moins avancés, ainsi qu'aux sessions du Forum du Pacifique Sud à Suva (Fidji) pour les questions ayant trait aux pays insulaires en développement du Pacifique, l'organisation de consultations avec les gouvernements, la collecte des données destinées aux études et aux publications et la prestation de services consultatifs.

D. Appui aux programmes

Tableau 16.21

Prévisions de dépenses, par objet de dépense (En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	17 599,6	24 157,4	(765,6)	(3,1)	23 391,8	2 235,9	25 627,7
Autres dépenses de personnel	541,1	494,6	—	—	494,6	62,6	557,2
Consultants et experts	4,4	0,8	(0,8)	(100,0)	—	—	—
Voyages	30,6	66,7	4,3	6,4	71,0	9,7	80,7
Services contractuels	375,1	171,6	58,1	33,8	229,7	28,9	258,6
Frais généraux de fonctionnement	3 269,2	4 382,2	17,6	0,4	4 399,8	558,5	4 958,3
Fournitures et accessoires	723,6	692,0	—	—	692,0	88,2	780,2
Matériel	1 280,3	1 241,7	226,4	18,2	1 468,1	185,1	1 653,2
Total	23 823,9	31 207,0	(460,0)	(1,4)	30 747,0	3 168,9	33 915,9

2) Fonds extrabudgétaires

1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997
			Montant estimatif
—	—	a) Services d'appui à :	—
1 428,0	1 648,2	i) Des organismes des Nations Unies	—
—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	1 968,8
—	—	b) Activités de fond	—
39,9	—	c) Projets opérationnels :	—
—	264,4	PNUD	—
208,3	235,6	FNUAP	—
—	—	Sources bilatérales	330,0
Total	1 676,2		2 298,8
Total 1) et 2)	25 500,1		36 214,7

Tableau 16.22

Postes nécessaires

Programme : Appui aux programmes

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	2	—	—	—	—	2	2
P-5	7	7	—	—	2	1	9	8
P-4/3	45	43	—	—	1	1	46	44
P-2/1	10	10	—	—	1	1	11	11
Total	64	62	—	—	4	3	68	65
Autres catégories								
Agents locaux	232	229	—	—	32	32	264	261
Service mobile	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	235	232	—	—	32	32	267	264
Total général	299	294	—	—	36	35	335	329

16.60 L'appui aux programmes comprend la gestion des programmes, les services d'information, les services de conférence, les services administratifs et les services communs.

Activités

1. Gestion des programmes

- a) Les activités comprennent la coordination d'ensemble de la planification, de la budgétisation, du suivi et de l'évaluation du programme, les services fournis à la Commission et à d'autres réunions, la collaboration avec d'autres services et organismes du système des Nations Unies et avec les institutions compétentes extérieures au système, la mobilisation des fonds extrabudgétaires et la gestion des activités de coopération technique;
- b) *Documentation à l'intention des organes délibérants.* Rapport annuel à la Commission sur les activités de coopération technique et sur la coopération économique et technique entre pays en développement; rapport biennal au Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement; rapports annuels à la Commission sur l'application du programme de travail;
- c) Deux ateliers relatifs aux points focaux nationaux pour la coopération technique entre pays en développement.

2. Services d'information

Communiqués de presse, résumés des travaux et des débats, brochures spéciales, plaquettes, affiches, dossiers d'information, films, cassettes vidéo, conférences de presse, expositions sur les travaux de la Commission et services de bibliothèque.

3. Services de conférence

Les activités comportent la fourniture des services de conférence nécessaires aux réunions des organes directeurs et à d'autres réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la CESAP, ainsi que la traduction et l'impression des documents et des publications.

4. Services administratifs et services communs

Ces services concernent la gestion des ressources humaines, l'administration financière et la planification des ressources, ainsi que l'emploi des services communs pour appuyer l'application du programme de travail. Les activités menées seront notamment les suivantes : a) recrutement, placement, organisation des carrières, formation du personnel, administration du personnel, services de conseil pour le personnel et services médicaux; b) gestion financière, contrôle de gestion et gestion de la trésorerie; c) services généraux, y compris les services de sécurité, les communications, les achats, les transports; d) services de traitement électronique de l'information.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Postes

- 16.61 Les ressources prévues permettent de couvrir les dépenses de personnel de 62 postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, de 229 postes d'agent local et de trois postes d'agent du Service mobile. À la suite de l'opération de classement effectuée à la CESAP, il est proposé de reclasser un poste de fonctionnaire du service des bâtiments, qui cesserait d'être un poste d'agent local pour devenir un poste P-2. Il est également proposé de transférer un poste P-4 et un poste P-2 au sous-programme 1 (Coopération économique régionale); un poste P-4 et un poste P-2 au sous-programme 3 (Lutte contre la pauvreté par la croissance économique et le développement social); un poste d'agent local au sous-programme 2 (Environnement et développement durable). Ces transferts expliquent la diminution de 765 600 dollars.

Autres dépenses de personnel

- 16.62 Les ressources prévues (494 600 dollars) permettent d'engager du personnel temporaire (267 900 dollars) pendant les périodes où le volume de travail est le plus chargé et de faire face aux frais liés au remplacement des fonctionnaires en congé de maladie prolongé ou en congé de maternité, ainsi que de constituer une provision (226 700 dollars) pour les heures supplémentaires pendant les périodes où le volume de travail est particulièrement chargé et pour les sursalaires de nuit.

Voyages

- 16.63 Les ressources prévues (71 000 dollars) sont destinées à des voyages en vue de consultations au Siège et avec les instituts de la CESAP concernant la coordination des programmes et la coordination dans le domaine de l'administration, des finances et du personnel.

Services contractuels

- 16.64 Un montant de 229 700 dollars est prévu pour la formation linguistique (55 300 dollars); les travaux contractuels d'imprimerie pour les publications et études (16 000 dollars); les expositions et autres formes d'information (5 100 dollars); le traitement des données (153 300 dollars). L'augmentation de 58 100 dollars s'explique par l'augmentation des ressources nécessaires pour l'achat de logiciels et la conception et la mise au point de systèmes, augmentation qui n'est compensée que partiellement par l'abandon des provisions pour la formation dispensée au Siège.

Frais généraux de fonctionnement

- 16.65 Les ressources prévues (4 399 800 dollars) se répartissent comme suit : i) 1 317 000 dollars, soit une réduction de 78 200 dollars, pour la location et l'entretien des locaux, ainsi que pour les réparations mineures, les fournitures et autres frais divers ayant trait à l'entretien des locaux; ii) 1 805 300 dollars pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau; iii) 117 500 dollars, soit une augmentation de 38 900 dollars, pour la location du matériel de bureau destiné au secrétariat et au Centre de conférence; iv) 39 300 dollars, soit une diminution de 30 400 dollars, pour la location et l'entretien du matériel; v) 680 900 dollars pour les communications; vi) 13 200 dollars pour les réceptions officielles; vii) 100 000 dollars soit une augmentation de 78 100 dollars, pour l'entretien du parc automobile, les communications et le matériel de bureautique; viii) 325 900 dollars pour les services divers, comme les assurances, le fret et les coûts connexes, et d'autres services.

Fournitures et accessoires

- 16.66 Un montant de 692 000 dollars est prévu pour l'achat de fournitures de bureau, de fournitures pour la reproduction et de fournitures pour le matériel de traitement de l'information.

Matériel

- 16.67 Un montant de 1 468 100 dollars est prévu aux fins suivantes : 207 500 dollars, soit une augmentation de 71 700 dollars, pour le remplacement du matériel de bureau dans le cadre du programme de remplacement; 945 000 dollars, soit une augmentation de 37 100 dollars, pour l'achat du matériel informatique et du logiciel connexe; 85 700 dollars, soit une augmentation de 52 700 dollars, pour le remplacement du matériel d'impression et le matériel destiné à assurer le service des conférences; 51 300 dollars pour le matériel de transport; 25 600 dollars pour le matériel de communication; 153 000 dollars pour d'autres matériels, notamment le matériel requis pour l'entretien des bâtiments, le matériel médical et le matériel de sécurité.